



Les principaux contentieux judiciaires de Binance

Actualité législative publié le 27/01/2025, vu 368 fois, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

Les contentieux judiciaires de Binance illustrent les défis juridiques complexes auxquels sont confrontées les plateformes d'échange de cryptomonnaies opérant à l'échelle mondiale.

Introduction

Fondée en 2017, **Binance** est devenue l'une des plus grandes plateformes d'échange de cryptomonnaies au monde, en termes de volume de transactions et de produits proposés. Cependant, malgré son succès commercial, **Binance** a été confrontée à un grand nombre de **contentieux judiciaires** dans divers pays, concernant des questions telles que la régulation financière, la conformité aux lois sur les **anti-blanchiment d'argent (AML)**, la **protection des investisseurs**, et la **responsabilité en matière de sécurité des données**. Ces litiges ont non seulement affecté la réputation de la plateforme, mais ont également soulevé des questions cruciales sur la manière dont les régulateurs abordent l'essor des **cryptomonnaies** et des **technologies financières**.

Cet article explore les principaux contentieux judiciaires impliquant **Binance**, en mettant en lumière les enjeux juridiques, les décisions marquantes, ainsi que les conséquences de ces affaires sur l'évolution des régulations des plateformes d'échange de cryptomonnaies.

1. Les Accusations de Non-Conformité aux Règlementations Financières

Le principal défi juridique auquel **Binance** a été confrontée réside dans ses relations avec les régulateurs financiers du monde entier. L'élément récurrent dans de nombreux contentieux judiciaires est le non-respect des **régulations financières** nationales, notamment en ce qui concerne la **lutte contre le blanchiment d'argent (AML)** et les **règles de connaissance du client (KYC)**.

a) L'Enquête de la CFTC des États-Unis (2021)

En mars 2021, la **Commodity Futures Trading Commission (CFTC)** des États-Unis a ouvert une enquête sur Binance pour déterminer si la plateforme permettait aux **citoyens américains** de négocier des **contrats à terme de cryptomonnaies** sans respecter les réglementations en matière de futures et d'options. La CFTC est en charge de la surveillance des **produits dérivés** des cryptomonnaies, et la question ici était de savoir si Binance avait permis l'accès à des dérivés de cryptomonnaies aux investisseurs américains, ce qui constituerait une violation de la **loi sur les matières premières**.

Le fait que **Binance n'ait pas enregistré auprès de la CFTC** et d'autres régulateurs américains pour offrir ces produits a été un point de friction majeur. En raison de cette enquête, **Binance** a dû revoir ses opérations aux États-Unis et réduire l'accès à certains produits financiers pour les clients américains, tandis que des discussions se sont intensifiées sur la nécessité de renforcer la **réglementation des plateformes d'échange de cryptomonnaies** aux États-Unis.

b) L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) en France (2021)

Binance a également été ciblée par l'**Autorité des Marchés Financiers (AMF)** en France. En 2021, l'AMF a émis une **mise en garde** concernant le statut de Binance en France. L'autorité a souligné que la plateforme ne disposait pas des autorisations nécessaires pour offrir des services financiers en France. Le régulateur a notamment mis l'accent sur le **manque de surveillance des pratiques de Binance** et de son **absence d'enregistrement officiel en tant que fournisseur de services d'actifs numériques**.

Bien que Binance ait déclaré qu'elle était en train de travailler avec les autorités françaises pour se conformer aux réglementations, cet incident a souligné l'importance de la **conformité réglementaire** et des risques pour les plateformes de cryptomonnaies opérant à l'échelle internationale.

c) L'Autorité des Marchés Financiers du Royaume-Uni (FCA) (2021)

L'un des contentieux les plus médiatisés impliquant Binance a eu lieu au Royaume-Uni, où la **Financial Conduct Authority (FCA)** a émis une **interdiction de fonctionnement** en 2021, interdisant à Binance de mener des **activités réglementées** dans le pays. La FCA a déclaré que Binance n'avait pas l'autorisation légale de fournir des services financiers au Royaume-Uni et l'a avertie de cesser toute activité qui pourrait impliquer des investissements financiers réglementés.

Cette décision a eu des conséquences importantes pour Binance, notamment en ce qui concerne son accès au marché britannique, un des plus importants d'Europe. Cependant, la plateforme a continué de se développer en renforçant ses efforts pour se conformer aux réglementations mondiales et améliorer ses pratiques en matière de **lutte contre le blanchiment d'argent (AML)** et de **connaissance du client (KYC)**.

2. Les Accusations de Non-Respect des Règles de Lutte contre le Blanchiment d'Argent (AML)

L'un des principaux points de friction avec les régulateurs est la manière dont Binance gère les risques de **blanchiment d'argent (AML)** et les règles de **connaissance du client (KYC)**. Bien que Binance ait mis en place plusieurs protocoles pour répondre aux exigences de conformité, elle a fait face à des accusations de ne pas avoir mis en œuvre suffisamment de mesures pour prévenir l'utilisation de sa plateforme à des fins de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

a) Enquête du Département de la Justice des États-Unis (DOJ)

En 2021, le **Department of Justice (DOJ)** des États-Unis a lancé une enquête sur **Binance** concernant d'éventuelles violations des lois **anti-blanchiment d'argent**. L'enquête portait notamment sur l'utilisation de la plateforme par des criminels pour transférer des fonds illégaux à travers des **cryptomonnaies**.

En réponse à ces accusations, Binance a annoncé qu'elle intensifiait ses efforts pour renforcer ses processus AML et KYC, en mettant en place de nouveaux systèmes de surveillance et en coopérant avec les autorités pour limiter les risques de criminalité financière. Cependant, ces enquêtes ont montré à quel point **Binance** était exposée au risque de sanctions financières et aux pressions des régulateurs mondiaux.

3. Les Accusations de Manipulation du Marché et d'Abus de Marché

En plus des questions liées à la conformité réglementaire et à la sécurité des données, Binance a également été impliquée dans des accusations de **manipulation du marché**.

a) Affaire des Manipulations de Prix de Cryptomonnaies (2021)

En 2021, certains régulateurs ont exprimé des préoccupations concernant l'impact de la **manipulation des prix** sur les plateformes de cryptomonnaies, y compris Binance. Des allégations de **wash trading**, où des transactions sont effectuées de manière artificielle pour influencer les prix, ont été soulevées. Ces pratiques, si elles sont confirmées, peuvent constituer des violations graves des lois sur la manipulation des marchés financiers, similaires aux règles régissant les marchés d'actions traditionnels.

Binance a été accusée d'avoir **permis ou négligé de prévenir** de telles pratiques sur sa plateforme, ce qui a conduit certains régulateurs à demander des enquêtes sur les mécanismes de **contrôle interne** de la plateforme. Binance a ensuite réagi en renforçant ses procédures de **surveillance des activités de trading** et en s'engageant à coopérer avec les régulateurs pour démontrer sa volonté de se conformer aux normes internationales.

4. Les Accusations Relatives à la Protection des Données et à la Sécurité des Utilisateurs

Binance a également fait face à des critiques concernant la **protection des données personnelles** et la **sécurité des utilisateurs**, en raison de plusieurs **piratages** et incidents de sécurité.

a) Le Piratage de 2019 : Vol de Cryptomonnaies

En 2019, Binance a subi un piratage majeur, au cours duquel des **vols de cryptomonnaies** d'une

valeur estimée à **40 millions de dollars** ont eu lieu. Bien que la plateforme ait pris des mesures pour rembourser les utilisateurs affectés et renforcer la sécurité de ses systèmes, cet incident a mis en lumière les risques inhérents à la sécurité des plateformes d'échange de cryptomonnaies et a suscité des questions sur la manière dont Binance gère la **sécurité des fonds des utilisateurs**.